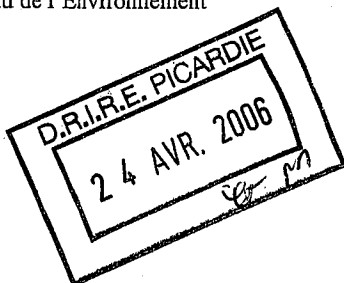




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'OISE

Direction de la réglementation, des
libertés publiques et de l'environnement
Bureau de l'Environnement



Arrêté du 12 avril 2006 délivré à la société
FINISHTEX prescrivant la mise à jour des
informations prévues aux articles 2 et 3 du
décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977
relatif aux installations classées pour
l'environnement et la surveillance des rejets
aqueux pour son établissement de
LASSIGNY

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;

~~Vu le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au code de l'environnement, livre V, titre Ier ;~~

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées et ses circulaires d'application ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 1983 réglementant les activités de la société Finishtex ;

Vu les rapport et propositions de l'inspecteur des installations classées du 12 janvier 2006 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement du 12 janvier 2006 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 2 février 2006 ;

Vu le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 14 février 2006 ;

Vu le courrier du 27 février 2006 par lequel la société fait connaître ses observations sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT :

que les rejets aqueux de l'établissement dans la station d'épuration urbaine ne sont actuellement pas correctement réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 février 1983 ;

que les dispositions relatives à l'autosurveillance des rejets aqueux et aux émissions de composés organiques volatils (COV) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation sont applicables aux installations existantes ;

que les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées et ses circulaires d'application sont applicables aux installations existantes ;

que les procédés mis en œuvre et les rubriques installations classées ont évolué depuis la notification de l'arrêté préfectoral, modifiant ainsi les données sur l'impact et les risques des installations sur l'environnement,

que le dernier dossier de demande d'autorisation d'exploiter date de plus de 20 ans et qu'il apparaît donc nécessaire d'actualiser de nombreuses données liées à la protection de l'environnement afin que les conditions d'exploitation soient mieux encadrées et en phase avec la réglementation actuelle relative aux installations classées ;

que dans ces conditions, il y a lieu d'appliquer à l'ensemble des installations les dispositions de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié afin de prescrire la mise à jour des informations prévues aux articles 2 et 3 du décret susvisé et la surveillance des rejets aqueux ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1ER:

Sans préjudice des prescriptions techniques imposées par les actes antérieurs, la société Finishtex, dont l'usine est située rue de la Croix-Saint-Claude à Lassigny (60310), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Mise à jour des informations prévues aux articles 2 et 3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977

L'exploitant doit réaliser une mise à jour des informations prévues aux articles 2 et 3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 3:

L'exploitant transmettra les documents demandés ci-dessus à la préfecture sous un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4: Protection des installations contre la foudre

L'exploitant doit réaliser, en même temps que la mise à jour des informations prévues à l'article 2 du présent arrêté, les études et travaux nécessaires à la protection de ses installations contre les effets de la foudre conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées et à ses circulaires d'application.

ARTICLE 5: Surveillance des rejets aqueux et de leur impact

5.1 – Principes

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les dispositifs de rejet sont conçus de manière à réduire la perturbation apportée au milieu récepteur par les déversements. Ils sont aménagés afin de permettre la mesure du débit et la constitution d'échantillons représentatifs.

L'exploitant s'assure régulièrement du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées.

Il fait procéder au moins annuellement aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de cette autosurveillance par un organisme extérieur agréé par le ministère de l'environnement.

Les résultats des mesures d'autosurveillance du trimestre sont transmis, accompagnés de commentaires, dans la quinzaine suivante à l'inspection des installations classées.

5.2 – Modalités de surveillance des rejets

5.2.1 – Ouvrage de rejet

Le rejet des eaux industrielles vers la station d'épuration urbaine sera équipé, à la sortie du bassin de pré-traitement, de dispositifs de mesure du débit et du pH en continu.

5.2.2 – Autosurveillance

Outre la surveillance du débit et du pH prévue à l'alinéa précédent, l'exploitant procède à l'autosurveillance de la composition des eaux résiduelles.

Il réalise ou fait réaliser par un organisme compétent, au minimum, les analyses et prélèvements sur les effluents industriels à la sortie du bassin de pré-traitement et sur un échantillon moyen journalier (24 heures) permettant une mesure hebdomadaire de la DCO, des MES et de la DB05.

La fréquence et la liste des paramètres à analyser pourront être modifiées sur proposition de l'inspection des installations classées, au vu des résultats enregistrés.

ARTICLE 6

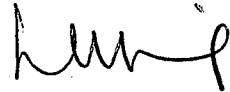
En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la date de notification. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la date d'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de COMPIEGNE, le maire de LASSIGNY, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 12 avril 2006

pour le préfet,
et par délégation,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS